Anthropologie & développement

Anthropologie & développement

42-43 | 2015
Sociologie de la traduction et étude des projets de développement - Varia

Katy Gardner & David Lewis (éds.). *Anthropology and Development. Challenges for the Twenty-First Century*

Jean Copans

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/anthropodev/381
DOI : 10.4000/anthropodev.381
ISSN : 2553-1719

Éditeur
APAD - Association pour l'anthropologie du changement social et du développement

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2015
Pagination : 237-244
ISBN : 979-10-93476-02-5
ISSN : 2276-2019

Référence électronique
Jean Copans, « Katy Gardner & David Lewis (éds.). *Anthropology and Development. Challenges for the Twenty-First Century* », *Anthropologie & développement* [En ligne], 42-43 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/anthropodev/381 ; DOI : https://doi.org/10.4000/anthropodev.381

La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Anthropology and Development. Challenges for the Twenty-First Century

Katy Gardner & David Lewis (éds.)
London, Pluto Press, 2015, xviii+ 220 p.

Jean Copans

Les lecteurs d'*Anthropologie & développement* seront heureux d'apprendre que le premier nom qui apparaît sur la quatrième de couverture, au dos du livre, est celui du fondateur de l'APAD qui conseille vivement la lecture de l'ouvrage en revue, Jean-Pierre Olivier de Sardan! Voici un manuel qui respire l'optimisme, les auteurs affirmant le leur à plusieurs reprises tout au long du texte, non pas à cause d'une soi-disant réussite de ce que l'on peut encore appeler le développement, mais à cause de l'efficacité sans cesse renouvelée, à leurs yeux, d'une anthropologie critique, engagée au bon sens du terme, empiriquement attentive aux nouvelles formes des développements capitalistes et théoriquement attentive aux objets ethnologiques inédits ainsi construits. Mais la qualité première de cet ouvrage est surtout son actualité brûlante et son ambition générale trans-développementaliste. *Anthropology and Development* est à la fois la seconde édition d'un ouvrage initialement paru en 1996 (sous le titre de *Anthropology, Development and the Post-Modern Challenge*) et une réécriture quasi complète de ce même texte, non seulement complété et mis à jour mais également repensé dans les nouveaux contextes des évolutions capitalistes mondiales (le développement avec un D majuscule), des incarnations empiriques presque infinies des agencements locaux (le développement avec un d minuscule) et des évolutions propres aux traditions anthropologiques et ethnologiques globales et pas seulement de celles concernées par le développement.

Le lecteur français sera évidemment surpris, inquiet ou au contraire enthousiasmé par le fait qu'il ne trouvera que trois auteurs français sur le total des 250 auteurs cités et de leurs 350 références sur plus de 20 pages[1] ! La bibliographie est un chapitre à elle seule et manifeste d'emblée l'ampleur de l'emprise anthropologique dans le développement à l'anglo-saxonne, ampleur d'autant plus impressionnante pour les membres de l'APAD que Gardner et Lewis ne sont pas du tout africanistes et que l'essentiel de leurs réflexions et analyses se fait à partir d'une

[1] Les trois anthropologues français cités pour un texte en langue anglaise sont J.-F. Baré, D. Fassin et J.-P. Olivier de Sardan. Evidemment d'autres auteurs français sont cités en anglais comme Durkheim, Mauss, Foucault et bien sûr Piketty.

littérature plutôt asiatisante (sous-continent indien, Asie du Sud-Est) voire latino-américaine et fort peu africaniste en général et pas du tout francophone dans le détail. On n'y trouve pas plus de renvois aux expériences post-soviétiques de l'Asie centrale ou à celles de l'Océanie.

Malgré ces limites et la relative petite taille de l'ouvrage (220 pages comprenant un glossaire, une liste des abréviations, un index et la bibliographie mentionnée plus haut), cette introduction à caractère pédagogique[2] est une bonne illustration de certaines des évolutions actuelles de l'anthropologie face aux mutations du monde capitaliste. Ainsi les auteurs se situent-ils d'emblée au-delà de « l'aidnographie », dont ils ont été des « inventeurs » et animateurs actifs, approche qui se contenterait de décortiquer les agencements aussi bien locaux que centraux des opérations et organisations du développement, en se focalisant sur le rôle et les cultures professionnelles et personnelles des acteurs « étrangers » ou « indigènes » du développement. Au contraire Gardner et Lewis insistent d'emblée sur le rôle politique, militant (*activist*) et impliqué (*engaged*) des anthropologues et la nécessité de dévoiler les formes les plus nouvelles à la fois des lieux communs du développement (la modernisation technique ou institutionnelle) mais aussi des questions soi-disant intemporellement fondamentales comme celles du genre, des rapports au pouvoir ou encore des formes d'action utilisées. Bref, ils en appellent à la vigilance des chercheurs pour qu'ils ne se contentent pas de poursuivre les pistes d'analyse connues ni de croire que la nouveauté est un argument de pertinence absolue. Je renvoie à la dernière page de l'ouvrage où les auteurs listent les quatre défis majeurs qui attendent les anthropologues du XXI^{e} siècle en matière de d/Développement (c'est ainsi qu'ils orthographient le champ global de ce dernier). Il faut d'abord documenter et expliquer la perpétuation et l'approfondissement de l'inégalité sous toutes ses échelles. Il faut ensuite identifier, analyser et dénoncer les anti-politiques du développement[3], puis remettre en cause les cadres normatifs (comme ceux du genre, de la race ou du sécularisme à l'occidental) et enfin décrire les manières alternatives de concevoir et d'agir qui visent à :

[2] En effet il s'agit bien d'une introduction universitaire et non d'un essai. On peut également lire dans la même veine pédagogique la synthèse de D. Lewis (2005).

[3] Cette expression provient du titre, et donc de la problématique qui lui est attachée, de l'ouvrage de l'anthropologue américain J. Ferguson (1990). Inspiré très fortement par la pensée de Michel Foucault, J. Ferguson, analysant un projet de développement pastoral, désigne ainsi la rhétorique textuelle et pratique manipulée par les organisations internationales qui ignorent volontairement les réalités sociales et les dynamiques politiques des populations afin de promouvoir et d'asseoir les appareils de contrôle et de domination de l'Etat sous couvert de choix qui seraient techniques et non ou anti-politiques.

> *« […] améliorer le plus grand bien-être des populations au-delà de la croissance, du développement et de la modernisation. Cela implique enfin de mettre en lumière les nouvelles formes de solidarité sociale et politique comme Via Campesina ou les mouvements Occupy » (p. 182, traduit par mes soins).*

Le ton n'est jamais polémique ni inutilement moral ou théoriciste, mais si j'ai cité la conclusion c'est parce que ces thèmes reviennent sans arrêt, balisant l'ensemble des raisonnements, des appréciations sur la tonalité des recherches en cours ou passées et des choix à prendre pour les recherches à venir d'aujourd'hui, de demain ou d'après-demain.

L'ouvrage est écrit à deux mains mais l'ensemble du texte est assumé collectivement et, dans la mesure où les deux auteurs ont plus ou moins la même formation, le même genre de carrière partagée entre monde universitaire et consultance en développement, des terrains de la même aire régionale et culturelle, les particularités personnelles sont peu visibles pour le lecteur étranger que je suis. D. Lewis est plus porté sur les politiques sociales et il a publié et dirigé plusieurs ouvrages avec l'anthropologue David Mosse, autre figure prééminente de l'anthropologie britannique des politiques et opérations du développement[4]. Notons en passant que K. Gardner a aussi publié de son côté quatre romans sous son nom dont certains se déroulent en Inde ou au Bangladesh (avec même des anthropologues!) et qui possèdent une dimension policière ou d'aventure[5].

Le titre du prélude de l'ouvrage indique bien la tonalité de la démonstration suivie « Développement, post-développement et plus de développement? » et il suppose de connaître le sens précis d'une expression peu usitée dans la langue française mais aussi dans les idées des études en matière de développement de ce côté-ci de la Manche, de « post ou d'après-développement »[6]. Cinq chapitres scandent ensuite l'exposition: le développement d'aujourd'hui à l'heure du XXI[e] siècle, l'anthropologie appliquée, l'anthropologie du développement, les anthropologues

[4] Voir notamment D. Mosse et D. Lewis (2005), D. Lewis et D. Mosse (2006). L'ouvrage symbolique de toute cette approche est surtout celui, tout à fait remarquable, de D. Mosse, 2005, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*. Il faut éviter un faux-sens et lire le titre au sens de « Comment cultiver ou faire pousser le développement ».

[5] L'un d'entre eux est même traduit en français sous le titre *Comment j'ai perdu mon amie*. Ce dernier a d'ailleurs fait l'objet d'une mini série pour une chaîne britannique (*Losing Gemma*).

[6] Voir la présentation de cette tendance dans la conclusion de la 4[e] édition revue et augmentée de G. Rist (2013).

engagés dans le développement – l'accès, les effets et le contrôle – et enfin le faux retour de bonnes idées qui s'avèrent mauvaises (ou quand le discours dominant réagit en mordant ses critiques). La conclusion débouche enfin sur les propositions mentionnées plus haut en matière de programmes de recherche et d'action dans les études du développement.

Je n'ai pas suffisamment de place pour entrer dans le détail des analyses et des exemples traités. Je me contenterai de signaler les remarques les plus pertinentes pour la scène française, l'évidence des différences des contextes et des traditions soulevant des questions épistémologiques et historiques hors sujet, comme on dit, pour un tel compte rendu. La présentation des théories et des problématiques du développement et de l'étude de ce dernier est toujours traitée de manière historique avec un point d'arrêt noté au milieu des années 1990, ce qui correspond certes à la première version de l'ouvrage, mais l'histoire de cette évolution, qu'elle concerne les domaines et les thématiques, les politiques internationales en la matière ou encore le statut professionnel des recherches conduites, rebondit ensuite pour nous conduire jusqu'en 2014. Les auteurs mettent d'ailleurs en lumière un phénomène qu'ils jugent significatif à cet égard, à savoir la montée en puissance puis le déclin progressif des centres d'intérêt de nature anthropologique dans les projets de développement sur cette longue période de trois-quarts de siècle. Ainsi la « privatisation » des acteurs, que ce soient les ONG ou encore les entreprises privées et les multinationales, débouche sur une nette accentuation des objectifs dits durables, éthiques ou responsables, ce qui à son tour pousse un grand nombre d'anthropologues à marquer leurs critiques et leur engagement frontal contre les projets des grands groupes qui ne respectent pas leurs engagements « moraux » et sont destructeurs de l'environnement. La philanthropie individuelle de B. Gates ou des grands groupes de rock occupe de plus en plus cet espace public, son statut est loin d'être négligeable et il faut la prendre au sérieux (la fameuse « *charity business* »).

Cependant l'arrivée de ces nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux ne doit pas masquer le poids des inégalités toujours plus visibles et présentes, et les effets concomitants d'une pauvreté sociale et collective qui doit mobiliser toujours plus activement les ambitions premières de la description et de l'analyse anthropologique. Plus que jamais il faut débusquer les illusions des politiques globales, dont le libéralisme dominant n'a pas changé les termes intrinsèques d'un développement dévoué au maintien d'un statu quo international, d'autant que les nouveaux ac-

teurs émergents (Chine, Inde, Brésil) y contribuent de plus en plus pour ce qui les concerne[7].

Pourtant Gardner et Lewis insistent sur l'intérêt des nouvelles problématiques qui se dessinent dans la littérature de ces quinze dernières années. Deux thèmes attirent leur attention, celui du genre et du renouvellement des démarches « genrées » ou encore celui du don et de l'échange (et donc d'une relecture développementaliste de Mauss) qui peut éclairer certaines des logiques de la reconstruction des programmes du développement avec un D majuscule.

Si la version 1996 de l'ouvrage s'interrogeait à juste titre sur la portée du post-modernisme dans la relecture des problématiques passées et dans la formulation d'éventuelles nouvelles démarches, le texte de 2014 est explicitement critique à cet égard. Dans la conclusion qui s'ouvre avec l'évocation de la catastrophe (et du scandale) du Rana Plaza à Dacca, les auteurs ne mâchent pas leurs mots, à commencer par le constat que ce phénomène et le secteur économique qu'il éclaire d'une lumière très sombre (la sous-traitance de l'industrie textile occidentale) font bien partie du champ (des études) du développement. En effet les implications a-politiques du post-modernisme conduisent à la démission politique des chercheurs. Gardner et Lewis ne font pas dans l'anti-impérialisme et l'anti-capitalisme. Ils se contentent de dire que le développement, dans sa forme libérale et marchande, est toujours un élément du développement capitaliste aussi bien occidental que « mondial » et qu'il faut appeler un chat un chat. La mondialisation n'apparaît alors dans leur analyse que sous la forme d'une actualisation, et non pas d'une mutation radicale du système capitaliste mondial. Toutefois les auteurs ne s'engagent pas suffisamment dans le débat qu'ils soulèvent même s'ils reconnaissent nécessaire l'apport de l'économie politique (au sens radical anglo-saxon).

Au-delà du rappel, pédagogique, des domaines et des problématiques de la recherche en matière de développement, les auteurs consacrent finalement beaucoup de place à l'examen du rôle et du comportement réflexif, intellectuel et politique de l'anthropologue. Les anthropologues ne sont pas là pour sauver des gens au sens premier du terme, ils sont là pour débattre avec les développeurs et les mettre devant leurs responsabilités, bien que les bonnes idées soient constamment retravaillées et cooptées par les fabricants des programmes qui modernisent sans arrêt leurs propos et leurs arguments. Les auteurs le démontrent à plusieurs reprises pour ce qui est de « la participation » et ils critiquent sévèrement le popu-

[7] Lire l'analyse des nouvelles ambitions humanitaires émergentes dans le cas du Népal dans *Le Monde* du 20 mai 2015 (p. 16): « Au Népal, la diplomatie du désastre humanitaire », de Julien Bouissou.

lisme de R. Chambers qui avait pourtant révolutionné les méthodes aussi bien de recueil de données que de « mobilisation des masses » il y a près d'un quart de siècle. En cela ils rejoignent les positions de l'APAD et des chercheurs qui se reconnaissent en elle, mais malheureusement ils ne mentionnent jamais son existence et ses productions. Ce qu'il faut c'est une anthropologie impliquée et engagée qui puisse éclairer les différents publics concernés par le développement, qu'ils soient « bénéficiaires », agents locaux, intervenants extérieurs ou encore acteurs des opinions publiques du Nord comme du Sud.

En fin de compte les auteurs nous présentent, de manière aussi bien implicite qu'explicite, leur conception de l'anthropologie, non seulement du développement et par conséquent appliquée, mais aussi en général et par conséquent fondamentale, en tant que discipline scientifique et académique. L'anthropologie dont il est question ici est à la fois du développement et dans le développement. Les auteurs notent d'ailleurs que la question des frontières entre anthropologie appliquée et anthropologie fondamentale se pose de moins en moins dans le domaine du développement et les questions qui mobilisent beaucoup les chercheurs français, en matière de profil et d'éthique professionnelle, semblent absentes de leurs préoccupations. De même il semble aller de soi pour eux que les chercheurs puissent être intégrés (*embedded*) aux organismes de développement et y conduire, de temps à autre, des moments de recherche fondamentale et même parfois critique et engagée. Il est évident que la structure du marché anglo-saxon de la recherche publique et privée sur et pour le développement explique et justifie une telle attitude. Pourtant cet apparent désintérêt pourrait renvoyer à des silences plus coupables. En effet les auteurs restent à distance des débats actuels en matière de critique postcoloniale. Ils citent longuement les travaux d'E. Saïd sur l'orientalisme, qu'ils classent trop rapidement dans le postmodernisme, tout en évoquant également les examens critiques des liens entre le colonialisme et l'anthropologie conduits par T. Asad et ses collègues. Mais ces travaux d'hier sinon d'avant-hier (les années 1970) ont connu des suites et des mutations sous la forme des examens postcoloniaux des années 1990, y compris de manière parallèle dans les études dites subalternes. Gardner et Lewis sont certainement au fait de ce large mouvement de révision critique du « provincialisme européen » pour reprendre le titre fameux d'un ouvrage de l'historien indien Dipesh Chakrabarty (2009)[8], mais ils ne l'évoquent guère malgré leurs affirmations sans cesse réitérées en faveur d'une

[8] On peut lire sur ce point les commentaires critiques de J.-L. Amselle ou J.-F. Bayart. Lire également le compte rendu de Lise Guilhamon (2010).

anthropologie de la pauvreté (fondées par exemple sur une appréciation critique justifiée des travaux d'A. Banerjee et E. Duflo). Cet apparent désintérêt pour les critiques, pertinentes ou non, des penseurs du Sud est confirmé par le silence encore plus massif à propos d'un débat, qui a quelque existence en France, celui des limites et des avantages du partenariat avec les chercheurs du Sud et même plus fondamentalement celui de l'avènement d'une science sociale autonome, indépendante et fondamentale, non réduite aux seules questions du développement, dans les pays du Sud. Certes la question est surtout africaniste dans ses origines, mais l'existence indiscutable de communautés anciennes de chercheurs en sciences sociales dans les pays du sous-continent indien ou de l'Amérique latine et centrale n'interdit pas les contradictions comme l'ont prouvé les discussions suscitées par la publication de l'ouvrage de D. Mosse consacré à un programme britannico-indien, *Cultivating developement*.

Si les chercheurs du Sud sont peu présents en tant que tels dans le champ labouré par les deux auteurs, que dire de l'absence de réflexion sur la nature actuelle du « nationalisme méthodologique » au sein des études du développement, que ce soit en Europe ou même au sein de la vaste nébuleuse des études anglo-saxonnes. Sans jouer les nationalistes chauvins, on peut s'interroger sur l'absence de curiosité pour une visite rapide des sciences sociales du développement telles qu'elles sont pratiquées dans les anciennes métropoles coloniales européennes et notamment en France[9]. La langue peut fournir une explication simpliste mais aujourd'hui un grand nombre d'ONG anglo-saxonnes et internationales interviennent en Afrique francophone et il n'est pas rare de croiser un britannique ou une américaine dans le pays du Sahel. Nous connaissons tous la qualité de la formation universitaire et professionnelle délivrée par exemple à l'IDS de l'université du Sussex à Brighton, mais on a l'impression, à lire *Anthropology and Development*, que la Manche est une espèce de mur de Berlin liquide qui interdit toute traversée vers le « continent ». C'est dommage mais l'apport inestimable de cet ouvrage nous permet de surmonter cette déception ainsi que les préjugés inconscients de nos collègues.

[9] J'ai sollicité D. Mosse et D. Lewis, comme d'autres chercheurs anglo-saxons, lors de la préparation, au cours des années 2008-2010, du numéro des *Cahiers d'Etudes africaines* co-dirigé avec C. Freud et consacré aux études de développement (Copans et Freud, 2011, n° 202-203). Malheureusement seul un américain d'origine indienne, collègue de J. Ferguson, A. Gupta, a répondu à l'appel. Comme quoi le nationalisme méthodologique est également très déterminant au niveau des découpages en aires culturelles et régionales des études du développement, pourtant tout ce qu'il y a de plus international ou mondial par ailleurs.

Non seulement il faut lire ce livre mais il faut même inviter nos lecteurs à se lancer dans le projet d'un équivalent français... rédigé en langue anglaise bien entendu.

Bibliographie

CHAKRABARTY D., 2009 [2000;2007], *Provincialiser l'Europe: la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Amsterdam.

COPANS J. & FREUD C. (éd.), (2011), « Les sciences sociales au miroir du développement », *Cahiers d'Etudes africaines*, 202-203.

FERGUSON J., 1990, *The Anti-Politics Machine: Development, Depolitisation and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press.

GUILHAMON L., 2010, « Le décentrement du monde », www. laviedesidées.fr

LEWIS D., 2005, « Anthropology and Development: the Uneasy relationship », *in* CARTER J.G. (ed), *A Handbook of Economic Anthropology*, Cheltenham, Edward Elgar.

LEWIS D. & MOSSE D. (éds.), 2006, *Development Brokers and Translators. The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield, Kumarian Press.

MOSSE D., 2005, *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press.

MOSSE D. & LEWIS D. (éds.), 2005, *The Aid Effect. Giving and Governing in International Development,* London, Pluto Press.

RIST G., 2013, *Le développement. Histoire d 'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Sciences Po (4ème édition revue et augmentée).